

Roger Dorsinville

Marche arrière

(Extrait¹)

Ce témoignage précieux éclaire une période charnière de l'histoire politique haïtienne. Entre anecdotes personnelles et observations acerbes, il dresse un portrait sans concession des régimes successifs de Vincent et de Lescot, révélant les tensions politiques, sociales et économiques qui ont façonné la République d'Haïti.

À travers des récits saisissants, le lecteur est transporté dans les coulisses du pouvoir, des trahisons politiques et des manipulations qui ont mené aux révoltes populaires et à l'émergence d'une nouvelle classe de dirigeants. Ce témoignage met également en lumière l'influence étrangère, notamment américaine et dominicaine, et l'impact dévastateur des politiques économiques et sociales sur le peuple haïtien.

Il s'agit non seulement d'un document historique captivant mais aussi d'un acte de mémoire, qui restitue la voix de ceux qui ont vécu, subi ou combattu ces périodes d'incertitude.

¹ Roger Dorsinville, *Marche arrière*, Éditions Collectifs Paroles, Montréal, 1986, pp. 111-147. L'extrait publié ici est conforme à l'original.

Élie Lescot

Finalement, Vincent qui préparait son troisième mandat, fut débouté par l'Américain qui lui dit « Non ! », ayant préfabriqué un Président de son choix. On ne saura jamais comment Lescot, ambassadeur à Washington, tapa dans l'oeil de Sumer Welles, en sorte que, un mois avant les élections, Vincent ayant retiré sa candidature et passé le mot d'ordre « Lescot » à son Assemblée Nationale, on vit un jour débarquer le phénomène avec tout l'attirail de carnaval des Congrès des partis américains; petits drapeaux, écussons, photos et slogans, sur cartouches à épingle à la boutonnière. Un vacarme « Lescot » prenait la ville par surprise, et comme c'est la coutume chez nous de vider de leurs sens les institutions, Vincent y était d'ailleurs passé maître, la ville, faute de point d'appui, se coucha, entraînant les provinces; les campagnes n'avaient pas droit à la parole, ni même à la connaissance de ce qui se fabriquait.

Lescot arrivait donc parachuté, sans doctrine, sans idées, un homme à courte vue, gros appétit sexuel et un penchant pour la bonne chère et la bonne compagnie.

La catastrophe! Il n'y avait pas de science économique sous Vincent, il y en aura encore moins sous Lescot. Son ministre des Finances, l'ineffable Abel Lacroix, tout rose et fardé, qui avait mérité, disaient les femmes, le surnom de « l'Abel au bois dormant », était un conservateur sans souci de la fonction de développement des finances publiques. Des ministres qu'il conservera tous, tout au long, excepté André Liautaud, son seul homme populaire. De fait, Lescot avait une doctrine, si on peut employer ce mot: tout donner à l'Américain. Je n'invente pas, je le cite. Donner les terres aux expériences sinistres du *guayule*, plante à caoutchouc dont le développement exigea l'abattage de bosquets entiers, l'éviction de fermiers en faveur des SHADA, SEDREN, UNITED FRUIT. C'était le commencement de la danse de mort des sigles meurtriers qui ne s'est pas arrêtée jusqu'à ce jour, relayée aussi bien par Estimé que par Magloire jusqu'à cette phase de mort sans phrase où même la HASCO s'est retirée, laissant la place à la fausse industrie.

Et puis la guerre et le marché noir, zone d'élection des agioteurs. Au point de vue « société », on assistait, pétrifié, à une incroyable mulâtrification des cadres et des emplois subalternes.

Un jour que je courais les cachets d'enseignant après ma sortie de prison, on me signala un emploi dans un organisme, je ne sais plus lequel. Le profil de la fonction semblant me convenir, je me présentai et poussai la porte. C'était un bureau organisé à l'américaine, où, d'un coup d'oeil on pouvait couvrir la salle où s'exerçaient dactylos et chefs de service. Il y avait là-dedans une quarantaine de personnes; un coup d'oeil m'ayant suffi, je refermai la porte sans poser une question. Ma place n'était certainement pas là. Sur cette affaire d'ailleurs il n'y a pas lieu de s'arrêter, au risque de trop rallonger le discours.

Parlons plutôt de l'atmosphère générale dans laquelle baignait le régime: une atmosphère de mépris. On méprisait l'homme, son vocabulaire, sa politique, ses mauvaises manières. Il avait pris l'habitude d'aller au cinéma et faisait attendre le public une heure ou plus, et on l'en méprisait. On méprisait jusqu'à ses sbires, jusqu'à l'ineffable Gontran qui était leur maître d'oeuvre. Je n'ai jamais vu une désidentification si totale entre un peuple et ceux qui le gouvernent. Pour comble de malheur, la réforme Dartigue, qui, en soi, était une bonne chose, a été chamboulée, ayant même contribué à compléter l'impopularité du régime.

En quoi consistait cette réforme? Prenant à contre-pied le système classique qui instruisait vaille que vaille sans savoir pourquoi, accentuant les déchets, proposer des étapes orientées vers des vocations. Parce que Lescot était qui il était, on n'y regarda pas deux fois: «Il veut bloquer les enfants des pauvres afin de faciliter l'accès au savoir aux seuls enfants des riches». C'était vrai que la réforme pouvait aboutir à cela, à moins d'être appuyée sur un système de bourses distribuées «au mérite.» On ne pouvait attendre cela de Lescot, cela n'est que trop vrai.

Il y avait d'autres détails: une certaine forme d'application de Montessori, et contre cela on cria: «Les enfants n'apprennent plus, ils jouent.» La vision de l'école heureuse fut engloutie dans la haine du régime, dont on n'attendait rien de bon.

Au niveau du secondaire, les religieux réagirent avec irritation à la minimisation des humanités, entendez le grec et le latin menacés par les langues vivantes, «Ahen! l'anglais! On veut nous américaniser.»

Même la campagne d'enseignement par le créole, dont je fus finalement chargé, pour avoir introduit en Haïti la méthode Laubach avec le pasteur McConnell, provoqua des vagues de choc. « On veut nous mystifier. Le créole, pouah ! »

Vous aurez reconnu au passage bien des éléments positifs. Sous Lescot ces religieux se révoltaient et Dartigue devint rapidement le ministre le plus impopulaire, et si Morisseau-Leroy s'en est relevé, c'est parce qu'il avait d'autres cordes à son arc. Vous aurez d'ailleurs intérêt à l'interroger sur les fins et les méthodes de cette réforme, dont je ne peux vous parler que de l'extérieur et en ancien ennemi, aussi révolté que les autres, et ayant dans le temps écrit contre elle.

Ainsi donc, ayant marché sur les pieds de tout le monde, Lescot le moment venu, n'avait avec lui que les quelques hommes et femmes qui mangeaient en sa compagnie à la même mangeoire.

C. P. : On sait très peu de choses sur la répression politique sous Lescot : procès Henriquez, exécution d'un certain Audain ?

R. D. : L'affaire Henriquez sous Lescot, je ne m'en souviens vraiment pas. Quant à l'affaire Max Audain, elle relève de ce que j'appellerais la psychose dominicaine délibérément entretenue par Trujillo sous les gouvernements d'Haïti, de Vincent à Magloire, psychose de conspiration locale visant à renverser les gouvernements haïtiens au profit du gouvernement dominicain. Trujillo s'est appliqué à entretenir des relations avec certaines personnes en Haïti, sensibles à l'argent. L'exemple le plus mémorable demeure Lescot dont je n'ai pas mentionné au cours de cet interview le démêlé avec... Trujillo dont il était le protégé et l'obligé, au point que certaines personnes ont pu se demander s'il ne fallait pas chercher l'influence de Trujillo dans la décision de Sumer Welles d'implanter Lescot à la succession de Vincent. Lescot avait été ambassadeur en République Dominicaine avant d'aller à Washington, et une lettre de Trujillo montrait que celui-ci avait l'habitude de lui donner de l'argent. Le moment venu, Trujillo rendit publique cette lettre humiliante qui joua un rôle considérable dans la mobilisation des esprits contre Lescot. Au commencement de son mandat, Lescot affichait une grande amitié avec Trujillo. Ce qui remet en mémoire une photographie publiée en 1940, je crois, par le *Time Magazine* montrant Trujillo et Lescot dans un *abrazo*, riant de toutes leurs dents, et le sous-titre du

Time: «les 26 000 sont bien oubliés.» Psychose si bien entretenue non seulement, à un certain moment, avec la mythomanie dont notre pays est si coutumier, qu'on en était arrivé à pouvoir soupçonner n'importe qui, se soupçonner les uns les autres entre hommes politiques, diplomates, hommes de Lettres, d'être à la solde de Trujillo.

Au-dessous de ce niveau élevé qui devait préparer psychologiquement les esprits à la soumission en cas d'invasion, la psychose se jouait à un autre niveau, celui des hommes de main armés par Trujillo pour assassiner le chef de l'État ou des hommes de son équipe.

Fait réel? Fait d'imagination? J'ai connu personnellement un jeune d'excellente famille, j'entends bien: une famille ayant des traditions de patriotisme, ayant donné à ce pays des hommes politiques et des poètes dans le passé, qui, aux abois, s'était mis en tête de faire de l'argent en se soumettant à Trujillo pour éventuellement rouler celui-ci. Il m'a raconté au cours d'un de ses voyages en Haïti que, lors de son audience d'allégeance à Trujillo, il avait trouvé dans le bureau de celui-ci entre la porte et le fauteuil où il avait été invité à s'asseoir, étendu sur le sol, un drapeau haïtien sur lequel il devait marcher. Il avait, me dit-il, failli défloquer dans son pantalon, mais il était allé trop loin dans le processus de soumission pour reculer. Il avança, marchant, ce sont ses propres paroles, «sur mon pays, tu comprends? J'ai piétiné Haïti!» Il avait donc avancé jusqu'au fauteuil où il prit place sur invitation de Trujillo qui, pour marquer son mépris, ne lui tendit pas la main. Cependant son hésitation n'avait pas échappé à Trujillo et il fut pris en filature, ce qui rendait doublement difficile la tâche de *rouler* Trujillo. Il ne m'a pas confessé de quelle mission il avait été chargé. Quoiqu'il en soit, il ne se sentait pas en sécurité. Il aurait bien voulu rester en Haïti, mais il disait qu'il serait rattrapé et tué. De toute manière, et c'est l'un des visages les plus pathétiques que je me rappelle, il était convaincu qu'il allait être exécuté en Haïti ou en République Dominicaine. Un homme traqué. Il vint me voir avant de partir: «Il est probable que tu ne me reverras plus.» Je ne l'ai jamais revu. Il semblerait donc qu'il y avait une réalité dans ce fait de psychose. Mais «Bibine» Dupuy qui fut exécuté sous Estimé au cours d'une descente de lieux était-il coupable? Je connais personnellement, et pourrais le nommer, celui qui avait placé, en son absence, dans un grenier la mitrailleuse qu'il aurait soi-disant reçue de

Trujillo pour un mauvais coup. «Bibine» était une espèce de fou social, une grande gueule sympathique, le premier à inventer une vraie charcuterie haïtienne. Il avait le verbe haut, je le vois bien faisant éventuellement le coup de poing ou le coup de feu dans une échauffourée, je le conçois difficilement vendu à Trujillo. Dans le cas de Max Audain, je sais qu'il y a eu une vraie mitraillette, en tout cas une arme à feu semi-lourde. Venait-elle de Trujillo? La haine de Lescot pouvait avoir perdu ce beau garçon.

C'était le frère de Julio Jean-Pierre Audain qui, à cette même époque, était en prison avec Edmond Sylvain. Ils y resteront quatre ans et ne seront délivrés de la prison que par les «Cinq Glorieuses». Max eut moins de chance, il fut jugé, condamné à mort, et, finalement exécuté au cours d'une crise anti-Dominicaine de Lescot alors que un an, je crois, s'était déjà écoulé depuis la condamnation à mort. Les persécutions policières sous Lescot n'ont pas été toujours aussi dramatiques. Elles consistaient surtout à maintenir grossièrement au sein de la population des espions voyants, presque tous connus, comme le célèbre *Gros Guillaume*, qui faisait la pluie et le beau temps dans les bistros, caboulots, bordels, avec ce que cela suppose de brutalités contre les petites gens, de droits du seigneur sur les caisses et les fesses. Il y eut, de plus, une horrible affaire d'assassinat collectif, de décimation, d'une compagnie spéciale des Garde-Côtes, compagnie d'élite dont on prit peur à l'occasion d'une conspiration à laquelle aurait été mêlé le colonel Armand, le même Durcé, gardé par Lescot au commandement des Casernes Dessalines. Armand fut mis à la retraite et les beaux hommes de cette compagnie d'élite tués. L'affaire est demeurée obscure, le corps s'étant replié sur lui-même pour ne pas changer.

C. P. : Un mot sur la campagne anti-superstitieuse.

R. D. : Ce fut une folle aventure à laquelle se prêtèrent de jeunes prélats haïtiens, parmi lesquels mon condisciple Rémy Augustin, qui deviendra le premier évêque noir du pays, sous Magloire.

Une folle affaire qu'on n'aurait pas attendue sous le ministère de l'Archevêque courtois, Le Gouaze, et qui eut pour théoricien et zélateur le père Foisset qui eut, à cette occasion, de violents accrochages dans la presse avec Jacques Roumain.

Roumain ne défendait pas la superstition en tant que telle mais le droit du peuple à sa propre culture. Il s'était déjà tourné, lui, vers les profondeurs mystiques de cette culture afin d'y découvrir, éventuellement, des structures d'accueil pour la nouvelle société, un socle pour le nouvel homme social. Ainsi donc, un intellectuel athée allait se porter en première ligne pour la défense d'une religion considérée comme obscure et rétrograde.

Il s'agissait pour le clergé catholique de convertir tous les Haïtiens à l'orthodoxie en détruisant tous les temples, brûlant ou dispersant les objets du culte, et d'obtenir des fidèles comme de la hiérarchie Vaudou qu'ils rejettent les ténèbres (d'où les mots « rejeter », « rejeté ») par leur repentance, s'il se pouvait, par la force, s'il fallait la leur appliquer : la force était fournie par l'État, au niveau de l'encadrement militaire des bourgs, villages et hameaux.

Le mystère demeure que le gouvernement haïtien se soit prêté à une telle entreprise, inconnue depuis Toussaint Louverture et Geffrard.

J'ai vécu cela de loin. Généralement, l'intellectualité de la capitale restait sceptique, attendant que cette flambée mourût de sa belle mort. Il fallait être Roumain pour se mobiliser avec la passion qu'il y mit.

Les « forces du bien », la bourgeoisie bien-pensante, ne descendirent pas sur le terrain, se contentant de messes, neuvaines, retraites et pèlerinages, offrant finalement leur présence massive à la ridicule cérémonie — Lescot dédiant le pays entier au patronage de « Notre Dame ».

Le paysan faisant le vide devant l'orage, il n'y eut jamais, que je sache, de batailles ou d'escarmouches. Sa philosophie lui dictait de laisser faire et de retourner ensuite à ses affaires, bien que quelques grands officiants dussent être provisoirement ruinés et que l'art haïtien dût avoir à déplorer la disparition de bien des symboles.

La campagne, ayant fait ses razzias en zone rurale, fut stoppée net, à coups de carabines de l'armée, à Delmas, au moment où elle se préparait à une offensive sur les faubourgs de la capitale. Personne ne fut tué à Delmas, mais la chapelle arrosée de balles, les statues brisées, prêtres et fidèles mis en déroute. La logique de cette opération et sa brutale défaite m'ont toujours échappé. Chacun savait qu'on ne pouvait convertir le

croyant par la force; obtenir une apparente — et précaire — soumission valait-il la peine de tout le fracas?

C. P.: Jacques Roumain n'a-t-il pas dit que c'était l'entreprise du clergé Vichyssois pour stopper la marche du clergé protestant et l'américanisation de la culture?

R. D.: Stopper le clergé évangélique en ne lui laissant personne à convertir. C'était naïf et bête. Une telle campagne ne pouvait que préparer de nouveaux fidèles pour les pasteurs. Je sais que Jacques Roumain, au nom de l'alliance russe était, à ce moment-là de la guerre, pro-américain. Il avait des raisons d'en savoir plus que nous et de voir plus loin que nous.

Je vous ai déjà dit comment le clergé était opposé à la réforme Dartigue considérée comme «américanisante.» La campagne d'abjuration a pu obéir à la même logique.

Les cinq glorieuses (du 7 au 11 janvier 1946)

R. D.: De là, nous jetterons un coup d'oeil sur les «cinq glorieuses». Sans insister. Depestre s'est expliqué sur janvier 1946 dans *Trente ans de pouvoir noir*². Il a apprécié la situation, à ce moment-là, comme révolutionnaire. J'aurais peut-être sur ce point un correctif. L'état d'esprit était révolutionnaire certes mais la situation l'était-elle? Il n'y a pas de mystère sur l'esprit de la jeunesse, sur le leadership qu'elle assumait, mais vous le voyez bien, quand Max Bolté est allé offrir à leur groupe, de la part de Déjoie, une caisse de revolvers, ces jeunes ont refusé, vous avez bien lu ça dans *Trente ans de pouvoir noir*?

C. P.: Oui.

R. D.: Ce fait caractérise janvier 1946. Une grève des bras croisés a renversé Lescot mais le mouvement a été confisqué par l'armée. Un mouvement provoqué puis accouché par une élite urbaine de jeunes intellectuels sans appui dans les masses, sans armes, sans force de coup de poing, est-ce là une situation révolutionnaire? Je ne dis pas que ces jeunes gens aient eu tort de refuser la caisse de pistolets. Qu'en auraient-ils fait? Et le fait même de n'avoir pas d'usage pour les armes à feu marque,

² *Trente ans de pouvoir noir*, Montréal, Collectif Paroles, 1976.

avec les mérites, les limites de « 1946 ». Le problème que la révolution des intellectuels va affronter ce sera, jusqu'à Duvalier qui va les disperser ou les exterminer, la prise sur le peuple, l'audience des bases. La mobilisation populaire sera réalisée par Figolé au-dessous des classes bourgeoises, et finalement servir à Duvalier.

C. P. : Comment s'expliquer que le Secrétaire Général du Parti communiste Haïtien, en 1946, ait été un prêtre de l'Église Épiscopale ?

R. D. : L'Église Épiscopale ne comporte pas, comme l'Église catholique, une hiérarchisation remontant à un Pape formulant des dogmes qui ne se rajeunissent pas.

L'Église Anglicane-mère reconnaît traditionnellement comme son chef la Couronne d'Angleterre, mais chacune des cellules qu'elle a essaimées de par le monde jouit d'une large autonomie. De plus l'Église Anglicane est depuis des générations divisée en deux tendances : une Haute Église attachée à une certaine orthodoxie et une Basse Église se prêtant à toutes les modulations, jusqu'à l'ordination des femmes.

L'Église Épiscopale d'Haïti s'est prêtée à des initiatives que j'appellerais volontiers para-révolutionnaires. Telle la « remise » des murs de la Cathédrale de la rue Pavée à la libre inspiration des primitifs Haïtiens qui y ont peint le diable blanc et les anges noirs. Impensable non seulement d'une Église Catholique mais d'une Église Wesleyenne ou Baptiste, ces sectes ayant leur propre orthodoxie.

Que Dorléans Juste ait été communiste ne semble pas étonnant sous réserve de la question : faut-il être athée pour être communiste ? Marx et la doctrine du socialisme scientifique, qui est le matérialisme historique, lient le communisme et l'athéisme, mais faut-il nécessairement être athée pour voir clair dans la création des surplus, leur disposition arbitraire par les tenants du capital, et aboutir à la conclusion que la base doit devenir maîtresse des moyens de production et d'échanges ?

Il n'est certainement pas nécessaire pour un socialiste de faire siennes toutes les données de la philosophie marxiste. Il peut prendre le train en route tout en gardant sa foi en Dieu. Tel a été, je suppose, la démarche de Juste.

C'est un parti formé dans la clandestinité, et alors mal perçu parce qu'on avait les yeux sur une personnalité énigmatique, Fignolé, et sur un groupe comme celui de *La Nation* agissant assez librement sous Lescot en doctrine d'une opposition tolérée, parce qu'elle était celle des fils de grandes familles, héritiers de la pensée Roumain...

C. P. : On les a laissés faire aussi sans doute parce que, à l'époque, les États-Unis étaient alliés de l'Union Soviétique contre l'Allemagne nazie... C'est l'époque où Roumain acceptait le poste d'Ambassadeur à Mexico. L'union contre l'Allemagne n'aurait-elle pas été une des raisons de la liberté d'expression laissée à La Nation ?

*R. D. : C'est possible. Je ne saurais donner une réponse qui ne soit pas une supposition. Mais, en dehors de cette préoccupation d'alliance russe, disons que c'était tout de même l'époque des « Quatre Libertés », entente vague donnée pour concordat sous le nom de *Pacte atlantique*, pacte non signé; service pieux des lèvres qui n'engageait personne mais que tout le monde dans nos petits pays et dans les colonies avait pris au sérieux. C'était un rêve dont je ne peux restituer pour vous l'espérance. Même à un régime comme celui de Lescot il fallait présenter à l'audience internationale une certaine image.*

C. P. : Nous avons formulé cette hypothèse parce que dans un pamphlet contre la campagne anti-superstitieuse menée par les prêtres, Jacques Roumain a écrit que la hiérarchie catholique en Haïti était Vichyste et que la campagne anti-superstitieuse, à travers le protestantisme, visait l'Américain, à un moment où la priorité était l'anti-fascisme et qu'il fallait rallier l'Américain.

R. D. : C'est possible. Cet aspect ne m'a jamais retenu personnellement mais je n'ai rien à dire contre. Nous ne voyions pas si loin et notre vision étroite était celle des bourgeois tolérés, dont nous n'aurions jamais gagné le camp.

Nous étions plus sensibles à ce grand vent des Quatre Libertés et à ses effets induits même sur des brutes. Vous avez vu à la fin des années 70 le fils de Papa Doc obligé de se mettre en peau de mouton sous Carter. C'est de ces « quatre libertés », espérance des peuples, que vont naître en Amérique latine toutes les remises en cause.

En Haïti, c'était un régime pas même de liberté surveillée, mais de *stop and go*. Fignolé fait son journal, on le fait taire ; *La Ruche* fait sortir quelques numéros, et puis silence. À travers tout cela, *La Nation* a continué, bien que ses options fussent contre tout ce que représentait le régime. La tolérance, la liberté surveillée, si vous voulez, ne s'appliquait qu'à eux. Julio Jean-Pierre Audain était en prison, il devait y rester quatre ans, de même qu'Edmond Sylvain.

Ceci nous ramène au parti de Dorléans Juste qui, le moment venu, a surgi avec des noms, je ne dirai pas inattendus en tant que noms, mais en tant que groupement : Edris St-Armand, Roger Mercier, Max Hyppolite, Max Ménard, les frères Montas, Odnell David.

S'agissant des « Cinq Glorieuses » qui vont aboutir à la Junte militaire, retenir que Magloire était contre Lescot qu'il servait en qualité de chef de la garde présidentielle.

Je l'ai su au moment même du déclenchement de la grève, quand devant le séminaire, il fit arrêter Jean Brierre qui l'avait apostrophé. Émile St-Lot, le même jour me dit, alors que je vitupérais contre Magloire : « Tais-toi ; Brierre n'a rien compris ; Magloire est *avec nous*. » Mon cigare me serait tombé des lèvres, si j'en avais tenu un.

Mais voici deux anecdotes caractéristiques de cette période. La première, je la tiens de Gérard de Catalogne...

C. P. : Pourquoi l'arrestation de Jean Brierre ?

R. D. : C'était le moment où les étudiants grévistes qui avaient fait leur première marche longeant la Grand-Rue, s'étaient donné le mot d'ordre d'aller faire sortir de leurs établissements les élèves de St-Louis, du Séminaire, du Lycée.

Les prêtres avaient naturellement requis la Police, et Magloire, sortant du Palais après la scène que va me conter de Catalogne, s'était porté là pour aider la Police, apparemment. Sur ce, Brierre se porte vers lui, et braque sur lui un *Kodak*, je crois (il en parlera dans ses mémoires).

« Mais, que faites-vous là, Brierre ? »

« Major, je vous immortalise pour l'Histoire. »

« Embarquez-le ! »

C'était pour lui du tout cuit. Il avait fait sa démonstration de fidélité.

Pour en revenir à de Catalogne, la grève éclate, et tous les fidèles du régime, ministres et plumitifs, se portent au Palais. Dans la

Grande Salle, on s'interroge, on se consulte par petits groupes. On s'interroge, et à mesure que les nouvelles arrivent des écoles qui se dissolvent, les mines se rembrunissent.

C'est à ce moment-là, pendant que les gens s'interrogent, qu'arrive Magloire, impeccablement tiré à quatre épingles, de la botte au chapeau de campagne. Il salue le président qui lui demande : « Major, où en sont les choses ? »

Et Magloire de répondre : « Monsieur le Président, je viens aux ordres. »

Et le Catalogne de me dire : « Mon vieux, j'ai ramassé mes affaires et je suis parti pour stopper les articles que j'avais en train, et attendre... Un homme dans la position de Magloire, un matin comme celui-là, fait d'abord donner sa troupe, puis vient en faire rapport ; il ne se présente pas, astiqué, pour attendre des ordres... Je ne suis pas un enfant, moi... J'avais compris. J'ai filé. »

Ce qui me rappelle le triste retournement des journaux, à partir de ce lundi là... d'abord hésitants, puis s'enhardissant, en sorte que, dès le mercredi soir il n'y avait plus dans la presse une défense du régime. Aux abois, Gontran faisait quérir des plumitifs à tout faire : « Ces salauds de la presse nous trahissent, je vous ouvre l'imprimerie de l'État, créez immédiatement une feuille. » Et l'argent de tomber. Il n'y en avait pas tellement, si j'en crois un qui avait accepté, et deux jours plus tard pouvait pousser un soupir de soulagement : « Il s'en est fallu de peu ; *ils ont failli tomber sur moi*. Heureusement que mon premier numéro n'a pas eu le temps de paraître. »

L'attitude de l'armée, le soir, au Champ de Mars était révélatrice du peu de zèle de tout le Corps. Ils avaient l'air de donner la chasse aux

manifestants qui se disloquaient, courant sur des jambes agiles. Des galeries en pourtour de la terrasse du *Savoy*³, on regardait.

C'est à minuit passé que Jacques Étienne, seul, sans un agent pour le protéger ou le doubler, fit fermer le *Savoy*. Il avait été mon élève à l'École Militaire; il ne me fit pas un clin d'oeil, mais sa voix n'était pas celle d'un officier venu écraser des manifestants quand il dit devant la foule du *Savoy*, au sein de laquelle, de temps à autre, de jeunes grévistes étaient venus chercher refuge; « Allez, on ferme! Le spectacle est fini! »

Chacun rentre paisiblement chez soi. Mon impression très nette était qu'il y avait eu des mots d'ordre de modération. Est-ce parce que St-Lot m'avait parlé? Le commandant de la Police, cependant, ne pouvait pas être « avec nous », c'était le major Laroche. Mais il était assez fin pour savoir qu'il servait une brute arrivée à terme.

Quant à Étienne qui avait dit: « Fermez! », il ne croyait pas si bien prophétiser. Engagé dans la grève, dès le lendemain avec tout le monde, le *Savoy* ne rouvrirait qu'après les « cinq glorieuses ».

Dès le mercredi, il était évident que ce qu'on avait appelé « gouvernement » tournait à vide: tous les bureaux publics étaient désertés.

La deuxième anecdote est la suivante. Nous sommes au vendredi, jour de la chute de Lescot. Dès le mercredi, il n'y avait plus d'issue proprement politique. La ville était paralysée, le gouvernement impuissant. Port-au-Prince devenue un lac de silence où l'imagination conçoit le Palais, là-bas, ligoté, et des conciliabules d'arrière-cour. Alors quoi? Il n'y avait pas de manifestations. Foncer vers les conciliabules repérés? Pour quoi faire? Arrêter quelques hommes? Cela aurait donné quoi?

On attendait la chute de Lescot, mais par quel moyen? Et vous voyez bien que c'était là le problème. Les groupuscules sont là, mais sans force de coup de poing.

Vendredi matin, Lescot fait chercher le Dr Georges Rigaud, là où il se trouvait siégeant avec les éléments de ce qui allait devenir le Comité de Salut Public; du groupe part l'avis que le Docteur ne doit pas y aller seul,

³ Café-terrasse de l'époque.

et René Auguste se lève pour aller avec lui. Je l'ai déjà mentionné comme ayant été un des visiteurs de mon père jadis. C'était le fils de Tancrède Auguste, ancien président, riche propriétaire de Chateaublond en plaine du Cul-de-Sac, bourgeois nanti pouvant passer pour un *béké* des îles; candidat permanent à la présidence, aux droits, sans doute, de son père. Encore une de nos idiosyncrasies: Déjoie se réclamera de Geffrard et le Dr Jumelle, médecin paisible, deviendra candidat aux droits de son frère martyr. René Auguste se propose donc; c'est qu'il n'avait rien compris. Rigaud fait alors signe à Jacques Alexis de l'accompagner. C'était ça, la logique des choses: le *Jacques la colère* de *La Ruche*, et, faut-il le dire? Un Noir.

Les voici donc au Palais, et la scène m'a été contée par Franck Lavaud lui-même, alors chef de l'Armée. Le Président, auguste par définition, est entouré des officiers de sa garde, dont Magloire, et par l'État-Major de l'Armée.

En face d'eux, deux civils du dehors. Lescot s'adresse à Georges Rigaud et lui offre de constituer un ministère en tant que leader de l'opposition. Et Georges Rigaud de lui dire: «C'est trop tard, monsieur le Président.»

Lescot sursaute: «Comment cela, trop tard?»

«Monsieur le Président, il ne s'agit plus de ministère.»

«De quoi peut-il donc s'agir?»

«De votre démission!»

Lescot lève les yeux vers les piliers de son régime: ministres et hommes d'armes. Leurs visages sont éloquents: c'est la fin.

Les deux hommes qui viennent de lui asséner le coup se retirent, se retirent libres, et vont attendre la démission.

Mais, quelques heures après tombe la proclamation: une Junte militaire a pris le pouvoir, Lescot est prisonnier au Manoir des Lauriers.

Faut-il insister? Plus tard, nous aurons d'autres Juntas dans le désordre. Ce premier coup, nous avons une Junte dans la logique d'une situation dominée par la seule institution organisée en l'absence d'autres forces

imaginables : législative, syndicale, ou autre. Dans la ville avaient siégé des groupuscules sans armes et incapables de mobiliser le peuple.

Or, le peuple, à partir de la proclamation, était dans les rues. De partout il filait en hurlant sa joie vers le Quartier Général des vainqueurs. Quel fut le premier à casser une branche d'arbre ? Bientôt ce fut le Dimanche des Rameaux d'une foule hurlante se portant, en célébration, vers le Quartier Général.

Je vous renvoie à *Nouvelle optique* où j'ai parlé de cela, des « Non ! Non ! » qui accueillirent le Comité de Salut Public se portant à pas lents vers le Quartier Général pour demander aux officiers qu'ils lui remettent le pouvoir.

Des flanqueurs, au nombre desquels mon jeune ami Charles C. Pressoir, lançaient des gestes d'appel vers les manifestants en désordre leur demandant de faire escorte au Comité. Mais, dès qu'on avait compris, les gens filaient plutôt vers le Q.G. devant lequel une foule était déjà massée, réclamant les colonels. Ceux-ci, intimidés, faisaient des gestes de salut auxquels manquait l'ampleur, peut-être la certitude. Le trait génial avait été de glisser dans le communiqué : « Monsieur Élie Lescot est prisonnier au Manoir des Lauriers. » Le tigre mis en cage masquait le coup d'État. Le Comité n'avait pas une chance de faire passer dans l'événement sa propre logique.

Il fut débouté par les officiers, dont je me rappelle les visages. J'étais dans la foule dehors et Lavaud m'avait fait signe de monter : « Vous savez ce qu'ils étaient venus nous demander ? »

« Je sais, de leur remettre le pouvoir. Et qu'avez-vous répondu ? »

Il haussa les épaules. « Et qu'en pensez-vous, vous ? »

« Écoutez la foule dehors », fut ma réponse. Il en montait des applaudissements et des vivats.

La première junte militaire

R. D. : Nous regardons du dehors, n'est-ce pas, avec les yeux du peuple : dans le trio, Lavaud et Levelt ne comptent pas ; seul pèse « Paul ».

Ce vendredi, certaines prises de position sont immédiates. Le Comité, nous l'avons vu. Est-il vrai que par Déjoie ils ont aussitôt contesté la Junte par télégramme au Département d'État ? Les Archives américaines le diront en 1996. Déjoie en était capable. En tout cas, nous allons le voir, la Junte ne fut pas immédiatement « reconnue », et l'Américain l'a mis bientôt en demeure de montrer qu'elle avait, contre le Comité, le soutien des autres partis.

N'anticipons pas. J'avais moi-même dit à Lavaud, après lui avoir signalé les vivats de la foule : « Il n'est pas question de céder ! » St-Lot balayait des tribunes du Champ de Mars Étienne Charlier, cet homme impeccable que j'avais vu, de mes yeux, à la tête d'une petite troupe, dévaler de Lalue, par la ruelle Piquant, vers le kiosque où il voulait tenir meeting. « Peuple ! » avait crié St-lot, de sa voix de baryton, « laisserez-vous ce mulâtre?... » Ainsi finit le « Grand soir » de Charlier.

C. P. : *Un partage des eaux sur des lignes émotionnelles ?*

R. D. : C'est ça et c'est autre chose : tout ce qui est Noir a pris position pour la Junte. Excepté Salomon. Or Salomon lui-même jouait

« le Noir » dans le Comité, celui désigné par les circonstances pour être au centre si la Junte avait flanché.

De toute façon, le mot d'ordre de « Grève continue » lancé par le Comité ne fut même pas perçu, mais celui-ci était composé d'hommes importants que l'on ne pouvait ignorer, d'où la sommation faite à la Junte par le Département d'État de faire la démonstration de son audience.

D'où le 6 février.

Les colonels avaient fait savoir à tous ceux d'entre nous qu'ils connaissaient que la Junte démissionnerait si les partis noiristes ne prenaient ouvertement position pour elle contre le Comité, qui bloquait ses rapports internationaux et ses crédits ; St-Lot fut chargé ou se chargea de réunir tout ce qui existait de leaders connus de groupes ou groupuscules. C'était

le 6 février au soir, chez lui, à la rue Lafleur Duchaine, et chacun était venu avec État-Major et troupes d'élite, la cour de St-lot fut transformée en un site que je n'évoque jamais qu'en termes flaubertiens: «C'était à Mégara, faubourg de Carthage, dans les jardins d'Hamilcar.»

Dans les jardins de St-Lot, une atmosphère de camp, de bivouac de troupes. On attendait les chefs de la clandestinité, dont les noms avaient circulé, qu'on connaissait peu ou prou. Ils allaient venir; ils venaient. Fignolé franchit la barrière, longea l'allée, silencieux, mystérieux, méfiant. Le pasteur Juste, «l'inconnu». Bon Dieu, quel bel homme! «Un beau grand noir avec un sourire d'évêque, ténu, tout de même un sourire, réservé, mais saluant de sa tête toute confondue avec son complet noir, son gilet noir de pasteur, cerclé de la lumière de son col amidonné.

La cour de St-Lot est pleine de troupes, sa salle à manger pleine de chefs de file parmi lesquels, outre ceux déjà nommés, un Antonio Vieux, un Julio Jean-Pierre Audain. Qui encore?

Les chefs étaient assis; je ne jouais pas au chef, j'étais debout.

St-Lot pose le problème: La Junte démissionne si nous ne donnons pas la preuve qu'elle est soutenue par les masses.

Et la voix de Juste, à la fois nette et douce: «Quelle démissionne! Nous prendrons le pouvoir.»

Je me rappelle deux choses de moi, en moi, dans le silence qui est tombé. Mon questionnement intérieur: «Est-il fou?» «A-t-il des armes, des forces cachées?», mon regard qui suit ses yeux ironiques interrogeant les faces, ses dents blanches démasquées par le sourire, et en même temps, dans mon imaginaire, un rideau de théâtre qui s'ouvre sur une foule ivre de joie brandissant des armes

heureuses. Je l'ai vue, cette foule, et j'aurais marché, je pense, si Juste avait dit: «Voici mes moyens!»

St-Lot me ramena sur terre: «Quels sont nos moyens? Le pouvoir se prend! Avec quelles armes?»

Juste avait gardé son sourire, dont l'ironie semblait promettre des révélations. «Nous sommes le nombre», dit-il.

Ne le savions-nous pas, depuis cent ans que «le nombre» gisait, piétiné? L'effet de choc était passé. Le beau prédicateur n'avait ni armes, ni troupes, à peine une organisation. Un illuminé que j'apprendrai à aimer, sans jamais le comprendre.

Cassé d'un coup le jeu de l'imaginaire, on en vint aux affaires sérieuses; et il fut convenu d'une énorme manifestation publique de soutien, suivie d'un défilé jusqu'aux abords du Quartier Général.

Tous finalement promirent, et tous y furent, sans avoir signé de document. Une manifestation de masse dans la cour de l'école que dirigeait Momplaisir à la Grand-Rue, près du Portail Léogâne. Le mot d'ordre avait circulé que tous les intellectuels et fonctionnaires, tous les cols-blancs de la classe devaient être là, pour montrer à l'Américain qu'on n'avait pas réuni à coups de gourdes une cohorte de La Saline.

Tous y furent. Discours de St-Lot, de Figolé puis la marche longeant la Grand-Rue jusqu'à la rue des Casernes, puis remontée de la rue des Casernes, et j'ai vu de mes yeux la tête de la colonne déboucher sur la place Toussaint pendant que les dernières files piétinaient encore au coin de la Grand-Rue. Dans cette manifestation kilométrique, si les intellectuels et autres travailleurs de la plume avaient fourni la qualité que pouvait désirer un observateur étranger, il était évident qu'un mobilisateur avait fourni le nombre. La puissance sans mesure de Figolé sur les masses entrainait dans l'Histoire.

La Junte ayant été ainsi soutenue, le problème de sa «reconnaissance» se trouva réglé, avec ses conséquences en ce qui concerne Magloire, qui se trouvera projeté dans le fauteuil présidentiel cinq ans plus tard.

C. P.: Avant de faire ce saut, une question: peut-on établir un certain rapport entre la visite d'André Breton en Haïti et la révolution de 1946?

R. D.: Vous avez là-dessus un témoignage de Paul Laraque, je crois, dans *Trente ans de pouvoir noir*. Le témoignage pourrait prêter à une certaine ambiguïté car si la ferveur des jeunes poètes haïtiens fut certaine, il reste à démontrer que la visite de Breton servit de détonateur à l'événement. Or, il s'en serait vanté, et si quelques chercheurs sérieux s'inquiètent de remonter au vrai, des thuriféraires de Breton ont déjà vulgarisé l'image: *Breton paraît, Lescot tombe*.

Mais il faut replacer tout cela dans le contexte. Il s'agit d'une période bien circonscrite, nous l'avons définie celle des « quatre libertés ».

Tout au long de la guerre, des intellectuels et des journalistes français anti-vichystes se sont retrouvés aux États-Unis, au Canada, et c'est devenu la politique et du gouvernement français en exil et du Département d'État de leur faire visiter tout ce qui est sensible à l'influence française afin de maintenir la flamme. C'est ainsi que nous avons reçu des gens comme Geneviève Tabouis, Henri de Kérilis, Henri Torrès, Aimé Césaire.

Au cours de la même époque, Dartigue, qui sent sa réforme impopulaire, organise des conférences auxquelles interviennent des gens qui sont des autorités en matière d'éducation. C'est à ce titre qu'a été invité le professeur Auguste Viatte, Français enseignant au Canada.

Chacune des interventions de ces gens portait, je vous l'assure, un coup au régime Lescot car tout ce qu'ils annonçaient était contraire à l'étroitesse d'esprit d'un petit régime de gloutons ignorants.

Torrès parla au Champ de Mars devant des milliers de personnes.

C'était coups sur coups portés à tous les niveaux. À celui aussi des intellectuels que nous étions ou prétendions être.

Je me rappelle le texte de Viatte me secouant d'incrédulité pendant que je le tapais (sur stencil, à la pige pour la Direction de l'Enseignement urbain. Vous ai-je dit que j'étais alors un dactylographe rapide?). Viatte avait donc dit que le problème pour les petites nations, après cette guerre, allait être celui de leur droit à l'existence. Il voyait se dessiner deux blocs concentrationnaires, alors que nous foncions vers les « quatre libertés ».

C'est vous dire que, en tout état de cause, et influence pour influence, Breton n'était pas seul. L'atmosphère avait été bien ventilée.

Quant à Césaire, sa réception a été telle, et l'atmosphère des cercles intellectuels à la fois si excitante et respectueuse que — tenez- vous bien — il aurait perdu en Haïti un bégaiement qui avait été congénital.

S'agissant de Breton, il faudra relire Paul Laraque et attendre ce qu'a dû dire Depestre au professeur Blachère que je l'ai fait rencontrer à Dakar

pour s'expliquer sur ce qui paraissait à Blachère un mythe : Breton paraît, un gouvernement s'écroule.

Je n'ai pas assisté à l'entretien, n'ayant fait que le rendre possible. Nous attendrons le livre de Blachère, ou vous interrogerez Depestre directement sur ce point. Il m'a toujours paru, à moi, que certains intellectuels haïtiens fascinés par Breton n'ont pas assez tenu compte de l'atmosphère du temps et de leurs propres attentes. Les jeunes de La *Ruche* n'avaient pas attendu Breton pour faire sortir leur journal, et le voir interdire.

Le chef de cabinet d'Estimé

C. P. : Nous avons ramassé en route beaucoup de sujets enrichissants. Pourrions-nous retourner en arrière et avoir une vue à la fois événementielle et introspective de vous, sortant de l'ombre en 1946 pour entrer dans une carrière politique ?

R. D. : Revenons au 6 février qui va résulter dans la consolidation de la première Junte militaire. Succède une période d'activisme, je dirais, frénétique, pour l'intelligentsia noire. Il ne s'agissait pas de monter à la défense de la Junte militaire. Nous l'avons fait avec la manifestation, c'est fini. Maintenant, nous prenons nos distances afin de définir notre révolution et d'en proposer l'image. Cela se fait autour d'un mot d'ordre dont vous apprécierez, en même temps que la dynamique, la contradiction interne, et que je définis : libéralisme socialiste, plutôt que socialisme libéral qui sera son terme d'évolution pour ceux qui n'auront pas cédé à l'opportunisme grossier d'être, en dehors de toute doctrine, *estimistes*, *magloiristes* ou *duvaliéristes*.

Ce libéralisme socialiste est, à ce moment-là, notre manière de répercuter le mot d'ordre du temps : les « quatre libertés ».

En ce qui me concerne plus précisément, mon cheminement m'aura fait passer par ce que j'appellerai un socialisme biblique.

C'est dans cet esprit qu'étaient écrits mes articles de 1946, c'est l'esprit que vous retrouvez dans les centaines d'articles que j'ai écrits de janvier à août et si vous en voulez la formulation optimale, revoyez le discours de prestation de serment d'Estimé, intégralement écrit par moi et

intégralement dit par le chef qui n'y a pas changé une virgule: «Si bergers du troupeau...»

Ces écrits sont ceux d'un homme qui a derrière lui des années de lecture de la Bible, des années de prédication, des années de vie au contact des plus humbles des faubourgs. Leurs attentes et leurs exigences s'y répercutent non de manière doctrinale mais de manière sensible.

Ces articles avaient un grand retentissement; ils m'avaient créé une clientèle qui s'attendait à eux, notamment à ma chronique quotidienne d'*Haiti-Journal*: «Les travaux et les jours». Je recevais des lettres d'inconnus, chose rare en Haïti, on m'arrêtait dans les rues, des gens de tous ordres: prêtres, professeurs, employés. J'avais aussi des ennemis, pas ces messieurs, toujours cordiaux, mais ces dames, et curieusement, quelques petits *mulâtres* de la ville, que je n'aurais pas définis mulâtres, mais que *La lettre aux hommes clairs* avait estomaqués.

Ces dames roulaient voiture, heureusement, mais il m'arrivait de les croiser à ras d'asphalte, et je pouvais entendre leurs apartés de théâtre: «Men li» ou «Men salop la». C'était le salaire de *Barrières*; mais je disais et répétais n'écrire que pour les gens sans préjugés, selon mon expression de l'époque: pour ceux qui sont *limpides*.

Que je vous dise que je n'ai rien à renier de ces articles. Je pourrais les reprendre pour les approfondir doctrinalement; j'y ferais entrer aujourd'hui les propositions de base de Georges Anglade⁴; je pourrais reprendre *La lettre aux hommes clairs* pour une méthodologie d'approche plus doctrinale, mais il est bon que ces écrits, et *Barrières*, aient porté la marque d'une certaine époque. Le noiriste reconverti au socialisme libéral n'a rien à en renier. La formulation en était essentiellement généreuse.

L'important, en ce qui concerne votre question, est que ces articles m'ont fait un nom, celui d'un «intellectuel militant», et tout candidat qui prend la route va souhaiter avoir ce journaliste-là de son côté. Parmi d'autres, certes, mais enfin, il s'agit, pour l'instant, de moi, et de mon cheminement vers Estimé.

⁴ *Espace et Liberté en Haïti*, Montréal, ERCE et CRC, 1982.

Dans un premier temps, je formule nettement que les fonctions électorales et les places ne m'intéressent pas et que je ne serai à la remorque d'aucune candidature.

Les événements suivent leurs cours. Je demeure journaliste et directeur du *Bureau créole*. Entretemps, sur la scène se profilent des candidats.

Au moment où on entre dans la période proprement électorale, la Junte militaire a fait son choix pour la présidence: Bignon Pierre-Louis, mais nous ne marchons pas avec Pierre-Louis parce qu'il est vieux, sans doctrine, et *parce qu'il est le candidat de la Junte*, financièrement soutenu par le plus gros caïman de notre mare: Oswald Brandt.

Estimé se profile de plus en plus. Nous ne voulons pas Numa, rétrograde, candidat *noir* de Déjoie qui se sait personnellement dépassé. La marée noire qui l'engloutit, il essaie de la chevaucher avec Numa. Et puis il y a D.P. Calixte. Lui-même. Le même. Curieusement soutenu par Fignolé qui n'a pas l'âge d'être président. Un ami de Calixte me pressent. En son nom? Peut-être! Je l'envoie paître.

Estimé manifeste le désir de me rencontrer. Je refuse. Une ou deux fois. Il insiste et me fait quérir par mon ami d'enfance, Edner Pauyo, qui, curieusement, se retrouva quelques temps plus tard, du côté de Calixte.

Finalement j'accompagne Pauyo, et Estimé me reçoit cordialement. « Il a lu mes articles... » Je lui confirme ce qu'il a dû y lire, que je ne désire soutenir aucune candidature.

Il gagne un point en me disant qu'il « faut bien que quelqu'un gouverne et que seules des élections peuvent le définir ». Je me retire sans engagement. D'autant moins engagé que j'avais mis en répétition une pièce: *Candidat what?* où je désignai le profil des candidats à éviter. Or sur beaucoup de points, Estimé pouvait se présenter comme la cible: parlementaire depuis seize ans, ayant traversé en souplesse les bourrasques Vincent au point d'être son ministre parlementaire silencieux sous Lescot, parlementaire-tampon ayant tout voté. Bien qu'on sût que de sa part c'étaient des votes opportunistes, pour garder sa place et surveiller l'heure, il n'en avait pas moins voté tout ce qui, sous deux présidences, avait avili le parlement: référendum, pleins pouvoirs, et l'ineffable conseil d'assemblée (dont il faudra retrouver le nom) qui, se substituant à des chambres qui

ne se réunissaient plus, accompagnait de l'autorité législative l'exercice des pleins pouvoirs de Lescot par Décrets ou Arrêtés.

De cette délégation de pouvoirs, Estimé, en logique, n'aurait pas dû se relever. L'attentisme qui avait brisé l'« onde » passa chez son cadet pour un trait de génie, et Estimé se trouva avoir survécu avec une clientèle de base.

Finalement, Estimé m'invite à une réception, à laquelle il avait convié toutes les têtes de la jeune intelligentsia noire. Ces messieurs et moi avons fait plus que nous frotter des épaules dans les couloirs d'écoles, puis dans les salles de rédaction ; 1946 nous avait baptisés *les Authentiques*. On prétend que le mot est de moi. C'est possible. Il aurait aussi bien pu être de Rémy, Déjean, Léger ou Brutus. Autant que je me souviens, *La Nation* nous l'avait lancé comme une insulte, nous l'avions ramassé.

Autant que je sache, aucun des *Authentiques* n'était encore à personne. Le candidat idéal en aurait été pour nous Antonio Vieux (il n'était pas candidat), ou St-Lot, pour qui la jeunesse noire venait de forcer les portes du Sénat dans un ballottage mémorable avec Georges Rigaud, conservant son siège par la pression d'une « classe moyenne » jeunes filles et garçons déchaînés. St-Lot, restant tout de même marqué par le coup du cabinet Lescot, et, quoiqu'il fût, ne dépasserait pas ce grand jour, qu'il avait marqué d'une éloquence fulgurante.

Chez Estimé, ce ne fut pas le « Mégara » du 6 février. D'abord le décor des hauts quartiers, une maison d'angle, pour l'époque, somptueuse ; où les grands salons, de beaux meubles, une véranda carrelée semblaient se proposer à notre jugement sévère de démunis mais de fait, insidieusement, nous proposaient un modèle. Pourquoi pas ? Fallait-il vraiment rester minables et, les semelles trouées, courir le cachet ?

À quelqu'un qui, un matin, à *Haïti-Journal*, me faisait compliment d'un costume neuf, Roussan Camille, après un coup d'oeil sur ma tenue, avait rétorqué : « Du *bat'bas* ! » Un intellectuel en siam croisé, et vous le complimentez ? » Roussan, avec un *cui* s'était éloigné dans son veston en lainage léger, coupé à son unique manière, long jusqu'à mi-jambes, vrai paletot qu'il était seul à pouvoir porter avec désinvolture.

Mon *siam-croisé* occupait un des fauteuils de cuir rouge d'Estimé, et si l'ombre sarcastique de Roussan ne vint pas me hanter, c'est que j'étais

très embarrassé, me demandant comment j'allais échapper au piège de cette chaleur amicale, à l'euphorie de mes amis qui ne résistaient pas, ne résistaient plus.

Estimé s'étant approché de moi, je lui dis, sans rudesse, mais aussi sans sourire, que j'avais des questions à lui poser. L'homme était fin: «Mais venez, venez, dit-il, m'entraînant dans son bureau, et quelques autres avec moi, toutes les questions que vous voudrez.»

Euphorique, lui aussi, il savait que, pour nous avoir montré «la classe» au meilleur de son standing, il nous avait piégés. Je me rappelle dans ce bureau Joseph Déjean, Jean Rémy, Marc Séide.

Alors on l'interroge sur la dictature, sur ses conceptions sociales, sur l'autorité de la Constitution. Enfin, tout cela était un faux exercice, pour apaiser nos consciences, puisque sur sa seule vraie bourde, n'osant coincer l'hôte, nous le laissâmes indemnes. Nous l'avions interrogé sur le socialisme, et il avait répondu: «Moi aussi, je suis socialiste... tout comme un autre.»

Toute l'affaire était dans ce «tout comme un autre» qui démentait l'engagement, mais nous laissâmes aller. Je me retire insatisfait, mais ne sais vraiment que répondre à mes amis *Authentiques* qui, dès le lendemain m'interrogeaient. J'entends encore Marc Séide: «Mais enfin, qu'est-ce que tu veux? Tu lui as posé les questions, il y a répondu. Et puis, qui as-tu d'autre?»

Finalement, tout en poussant les répétitions de *Candidat what?*, je me trouve engagé et le fais en publiant le questionnaire et les réponses d'Estimé, comme justificatif.

Le PSP, qui, tout en attaquant *les Authentiques*, m'a fait pressentir pour être co-listier de Max Sam à la Magistrature communale sur l'unique liste PSP qui sera présentée pour ces élections, se décourage et me laisse tomber. Je n'étais pas hostile à Max Sam, qui est resté un ami, mais son langage était terriblement catéchisant; c'était celui d'un homme perdu hors des dogmes.

Je n'ai guère parlé du groupe d'Antonio Vieux. Ce n'était pas vraiment un groupe, mais un concile où l'on bavardait sur l'actualité en essayant

de l'éclairer. Les frères Villejoint, André surtout, Joseph Déjean, Edris St-Amand et moi, étions, je crois les plus fidèles au milieu des allées et venues de têtes nouvelles. St-Amand me surprenait par un dogmatisme qui ne s'exprimait qu'en formules, je l'aimais beaucoup pour son apparente fragilité, sa tête à la Trotzky. Son dogmatisme était une muraille, alors qu'une heure de conversation avec Roger Mercier (PCH), qu'on dit avoir mal tourné — c'est dommage — ou Georges D. Rigaud (PSP) aidait à clarifier les situations.

Je poussais donc ma pièce; elle est affichée. Or, mon engagement à côté d'Estimé est désormais connu, et le candidat, voulant prendre un bain de foule, se propose de venir à la représentation.

Marc Séide m'en avise après avoir acheté une vingtaine de billets, et je lui dis que la pièce est dure, qu'Estimé ferait mieux de ne pas s'y montrer. C'est une position inconfortable, à la limite de l'incroyable. La pièce du désengagé était braquée tous azimuts et l'engagé se trouve piégé.

Marc part et revient me dire qu'Estimé s'entête. Je lui fais entendre certaines répliques, il se tient le menton d'embarras, et suggère que les acteurs fassent effort pour sauter certaines répliques. Marc ne sait pas ce qu'est l'enchaînement des dialogues sur scène. De vieux acteurs chevronnés comme Sterne Rey ou Madame Madiou peuvent-ils l'ignorer? Ils promettent cependant, moi, je ne peux qu'espérer, et puis je m'en lave les mains; j'ai fait ce que j'ai pu.

À la représentation, c'est la catastrophe. Imaginez ces temps-là. Lescot et les «lescotiaques», sont devenus des têtes-de-turc sur qui s'exercent toutes les boules puantes, Figolé vitupère Estimé à longueur de journée; le PSP est déchaîné; Estimé est aisément le candidat le plus impopulaire; il a forgé sa candidature par des voies souterraines, nous l'imposons quotidiennement, parce que «la classe» n'a pas d'écrivains plus rutilants, chatoyants, piaffants, que nous, mais la junte, qui a tout fait pour qu'il perde son siège de député (qu'il n'a pu sauver que grâce à Astrel Roland déjouant les manoeuvres du Quartier Général), ne lèverait pas le petit doigt pour le protéger. Or, le voici au milieu d'une audience hostile, et celui qui l'assomme par les voix tombant de la scène est son partisan déclaré.

Rey et Madiou enchaînent, sur les textes mémorisés, et la salle rugissante leur annonce qu'ils se sont oubliés. Les gens s'échauffent. Estimé ne file pas aux entr'actes ou dans la pénombre, comme il aurait pu le faire. Ce serait fuir, et il a de la dignité. Je ne peux pas dire s'il fut stoïque, j'étais dans les coulisses. Finalement, c'est en pleine bagarre qu'il partit, après la fin du spectacle : fendant la foule sous la protection de ses amis, parmi lesquels Roger Rigaud, Louis Memnom (futur fusillé de Magloire), Pierre Novembre, le fidèle, appelé à devenir macoute, assassiné, m'apprend-on, comme Bobo, qui était aussi de cette escorte d'Estimé.

Le lendemain, au saut du lit, Marc Séide était là : « Il faut aller le voir. Hier soir, les gens étaient enragés contre toi. »

« Et lui ? »

« Lui ? Il ne disait rien. »

Le froid chez Estimé, ce matin-là, je n'essaierai pas de le décrire. Mais le candidat fut cordial. Il m'avait reçu dans sa chambre, pour la première fois, je crois. Il se montra compréhensif : « C'est ma faute, dit-il, je n'aurais pas dû être là ». Je lui annonçai que je désaffichais la pièce — c'était le moins que je pusse faire — il s'en montra heureux. La pièce n'a jamais été rejouée.

Quelques semaines après, l'incroyable se produit. Bordes (Ti-Roi) me fait chercher, et il me dit : « C'est *Titime* qui a besoin de toi. Ce qu'il va te dire n'est su que de deux personnes, lui et moi, tu vas être le troisième... » Il gloussa : « Tu es le principal intéressé. Il veut faire de toi son chef de cabinet. »

Le ciel sur ma tête ! « Moi ? »

En route je cogitais : « Moi ? L'auteur de *Candidat What*, son plus proche collaborateur ? L'homme par qui tout passe, moi ? »

Et puis, l'exaltation : « Merde ! Est-ce possible que passent plans et programmes ? L'avenir ! Haïti chérie ! » Je ne disais pourtant mot, et c'est un homme calme qui entendit Estimé lui *proposer* le poste, si c'est là le mot, car il me dit plutôt : « Tu seras mon chef de cabinet. Ça grouille, ça magouille, je reçois des propositions de partout, mais ce sera toi, un point, c'est tout ; garde le secret. » Ti-Roi Bordes insista à son tour pour que je me taise. Jamais secret ne fut mieux gardé.

Je le dis tout de même à Edith, ma femme, que je venais d'épouser le 4 mai, ayant divorcé fin mars. Elle n'en fut pas très heureuse: «La politique!» Elle était nièce de Julio Jean-Pierre Audain, un animal politique, s'il en fût, et avait passé une jeunesse angoissée sous le signe des emprisonnements, des perquisitions auxquelles l'oncle n'échappait pas longtemps. Janvier 1946 avait mis fin à quatre années d'emprisonnement sous Lescot, alors que son frère Max était passé par la prison au poteau d'exécution. La politique était donc pour ma femme un champ d'orties et de barbelés, et la nuit du 16 août, où Estimé serait élu, allait être pour elle sa première nuit d'interminables larmes à mes côtés.

Pendant ce temps, nous aurons vécu l'arrivée des féodaux, l'ouverture des Chambres Législatives, leur formation en Constituante et si Estimé peut déjà penser à son cabinet, c'est qu'une majorité s'était dégagée pour lui, à partir du moment où le Nord avait renoncé à faire bloc autour de l'un des siens: Price-Mars (si peu «du Nord», finalement, n'y ayant aucune assise terrienne), Bélizaire ou Bellerive.

C'est l'époque où j'adressai à Fignolé un papier, comme à l'ennemi le plus virulent d'Estimé. J'avais été le voir pour lui annoncer la sortie de cette *Lettre à Daniel Fignolé*, il m'avait bien reçu. Nos rapports ont toujours été courtois. J'étais parti une fois avec l'ami commun Princivil Pierre déclarer à l'État Civil la naissance de la fille de Fignolé absent. Celle-ci, qui est donc presque ma filleule, me le rappellerait à Dakar en 1982. C'est dire la courtoisie et la correction de mes rapports avec Fignolé, jusqu'à son exil.

Au carrefour de juillet, la carte électorale est assez claire, et la majorité d'Estimé définie à l'Assemblée Nationale, si les représentants du Nord tiennent bon.

Les plus jeunes du Nord étaient devenus nos amis et laissaient teinter de noirisme leur féodalité qui n'y avait jamais songé. Nous leur disions qu'il était temps d'y songer, car l'autorité de Port-au-Prince était menaçante pour le Nord si celui-ci ne marchait pas dans le siècle.

Nous ne craignons rien de Zéphyrin, devenu un vieux Port-au-Princien, mais il y avait là encore un ou deux vieux qui ne s'étaient pas substitués leurs fils et il y avait surtout une étrange entente entre le Nord

et l'Artibonite qui nous avait délégué de vrais féodaux, comme le Nord lui-même n'en produisait plus.

Or, les travaux de la Constituante traînaient, c'était la nature des choses, à laquelle s'ajoutait la malice de quelques-uns qui se croyaient servis par le temps.

Alors naît dans le cerveau d'un homme, un homme seul, Jean David, l'idée de faire arrêter le processus entamé pour procéder à des élections présidentielles anticipées, interrompant le vote de la constitution. Idée de fou ou de génie, c'est la même chose.

C'était demander aux législateurs de se suicider doublement: légalement, puisque l'acte de convocation était formel sur la procédure: constituante avant élection; moralement, puisque c'était renoncer à leur pouvoir de faire un code neutre qui liât l'Exécutif; c'était demander aux candidats minoritaires le suicide de leurs candidatures; c'était aussi prendre à contre-pied la Junte en réglant définitivement le compte à son Bignon; c'était créer le scandale en agitant un chiffon rouge devant les yeux du taureau Fignolé, maître d'un *rouleau compresseur*⁵ dont on entendait chaque nuit monter de *la Saline* la rumeur sourde et menaçante.

Tous ces dangers comptés, c'était un coup à réussir dans le secret, en une nuit. La quadrature du cercle. Jean David s'y attaqua seul.

Il devait choisir à la tête un maillon d'opposition à la fois prestigieux et faible. Il choisit Nérée Numa et lui laissa entendre qu'il était fatigué des lenteurs de la Constituante et désabusé d'Estimé, qu'il fallait frapper fort et d'un coup. Nérée Numa avala l'hameçon tendu par son jeune collègue.

De là, Jean fila chez Zéphyrin, dont il ne doutait pas, mais qu'il devait informer, en qualité d'Ancien prestigieux.

Et Zéphyrin de réagir: «Ne perds pas de temps, la nuit est courte. Donne-moi ton papier, que je le signe.»

«Il n'y a pas de papier.»

«Demain matin, le naïf aura vu clair, assieds-toi là et rédige.»

5 *Lumpen* des quartiers pauvres, dévoué à Fignolé, se réunissant chaque soir et dont la clameur s'entendait sourdement jusque dans les hauts quartiers.

C'est sur la table de Zéphyrin, sur un papier quelconque, que fut rédigé le projet de Décret, que Zéphyrin, je crois, signa le premier.

Puis le naïf signa.

Au vu de la signature de Numa, des hésitants signèrent. Les fidèles furent négligés: ils marcheraient de toute manière, mais il y a des hommes chez qui, est-il besoin de le dire, Jean David ne se montra pas: ni Hudicourt, ni Rossini Pierre-Louis, ni Bignon... ni St-lot et son *alter ego* Castel Demesmin.

Je fus réveillé à l'aube et transporté en vitesse chez Ti-Roi Bordes, je crois, et chargé, avec Love Léger, d'aller affronter St-lot avec la nouvelle; tandis que Déjean, je crois, était dépêché chez Castel Demesmin.

La réaction de Demesmin: «Je suis un homme de parti; vous avez réussi votre coup, je marche, mais *Mimile* ne le prendra pas comme ça.»

Ce fut pire. Nous nous attendions à sa colère, à des rugissements. Il contint la tempête, nous disant seulement, en créole naturellement: «Je ne suis pas un enfant; ça ne va pas se passer comme ça; je vais massacrer votre affaire.»

Il s'habilla calmement, se fit servir un petit déjeuner, auquel il ne nous convia pas.

À l'Assemblée Nationale, le tonnerre tonna, les grands orateurs Max Hudicourt et Émile St-Lot servant, pour une fois, la même cause: Droit et Démocratie. D'évidence, si des signatures n'avaient pas été obtenues, l'affaire était perdue.

Quelques mois auparavant, nous avions cru entendre le plus beau discours possible de St-Lot qui défendait son siège. Ce jour de juillet, il se surpassa, défendant les principes.

Nérée Numa, tancé par Déjoie, dit-on, reprit sa signature sous les huées, confessant qu'il avait été trompé.

St-lot, après son discours, avait quitté la salle. On put entendre ses éclats de voix dans la rue. Puis, *on dit* qu'il prit la route du Bel-Air, en tonnant tout du long jusqu'à être arrivé chez Figolé.

J'étais à l'Assemblée, je ne sais pas ce qui s'est passé dehors ; ce que je sais, c'est qu'une demi-heure après le départ de St-Lot, la Police a dû dégager les abords à coup de bombes lacrymogènes. L'odeur en avait pénétré l'hémicycle, et ça pétaradait au loin. Le Décret passa. Les élections auraient lieu le 16 août. On allait vivre quelques semaines pendant lesquelles, de nuit, la terreur frappait les hauts quartiers, tandis que, de jour, aucun bourgeois n'osait plus pénétrer dans les bidonvilles.

La date approchant, tous les matins, je me rendais chez Estimé, maison désormais protégée aux carrefours par la Police, au plus près par les Bobo, Novembre, et autres.

Un matin, Estimé me tendit un lot de textes. Sommes-nous en juillet, ou au commencement du mois d'août ? Je ne me souviens plus, il faudra vérifier la date de cette séance. De toute manière, la pente des jours nous conduit vers l'échéance. Il me dit donc : « J'ai reçu tout cela, ce sont des propositions de discours. » Il eut un petit rire gêné : « Tu comprends ? » Je n'avais pas compris.

« Des discours pour la prestation de serment. » Il hocha la tête, mi-amusé, mi-incrédule : « Les gens ! » ajouta-t-il. Et puis : « tiens ! c'est ton affaire, tu t'en serviras. »

Je refusais du geste : « Ce n'est pas la peine. Je vous ferai moi-même le discours à partir de ma propre inspiration ; je ne veux pas puiser chez les autres. » Il n'insista pas.

C'est ainsi que j'écrivis le discours que vous connaissez : « Si, bergers du troupeau... » auquel il ne changea pas un mot ni n'ajouta ou retrancha une virgule. Je devais en préparer un autre pour ce jour-là, il resta inutilisé. Ce fut après avoir rendu visite à Fignolé à son Quartier Général. Je l'y trouvai en compagnie de Duvalier. Après leur avoir fait état de la carte électorale chiffrée, comme je la connaissais sans révéler aucun nom, j'ajoutai : « Nous allons à la catastrophe si vous persistez dans votre attitude. Notre cause est commune, je viens vous voir de la part d'Estimé. Ne vous méprenez pas sur le sens de cette démarche : nous n'avons pas besoin de vous pour gagner. Nous avons besoin de vous pour nous aider à construire à partir du 17 août. Il ne faut pas que nous ayons à construire sur des ruines. Donnez des consignes de paix à vos gens. Quant à vous, vous serez dans

ce gouvernement-là ce que vous voudrez. Choisissez votre ministère, partagez le gouvernement avec nous pour y définir votre politique.»

Le plus violent des deux fut Duvalier. Il ne donna pas le temps à Fignolé de formuler son refus; il bondit, tapant sur l'étui de son revolver, criant dans le créole grossier qu'impliquait une telle attitude: «Mon suaire est prêt. Cadavre pour cadavre, c'est sur mon cadavre qu'on devrait passer. Nous n'acceptons pas la présidence d'Estimé.»

«Votre cadavre est vôtre, mais vous n'avez pas le droit d'exposer à la mort des centaines, peut-être des milliers de gens du peuple. Vous n'avez pas le droit de creuser un tel abîme.»

Fignolé, mesuré, peut-être aussi intraitable que son adjoint, ne répondit pas. C'est encore Duvalier qui rua: «Il n'y a rien à faire, rien à faire!» Je fus assez naïf pour croire que ces deux hommes déclencheraient une guerre civile suicidaire. Aussi ayant rendu compte à Estimé de mon échec, je lui dis mon projet de préparer, pour cette éventualité, un autre discours, message à la nation pour expliquer les démarches qu'il avait entreprises, l'échec essuyé, ses conséquences et l'innocence du nouveau pouvoir qui n'avait pu éviter la tragédie.

La nuit fut une veillée d'armes, commencée dans la clameur lointaine du *rouleau compresseur*. Elle s'acheva dans un silence qui nous parut plus menaçant encore que le bruit. C'est dans le même silence que s'éveilla la journée, Je ne me rendis pas à l'Assemblée Nationale. J'achevai de mettre au propre le message explicatif; puis mon papier à la main dans une chemise cartonnée, je traversai le Champ de Mars, depuis l'hôtel Bellevue où je résidais jusqu'au Palais où, demandant mon chemin, j'allai occuper «mes» bureaux.

Il est incroyable, mais vrai, que des gens, probablement ceux qui avaient préparé les discours que j'avais écartés sans les lire, aient pu faire courir le bruit que j'avais occupé ces bureaux par coup d'État, m'imposant, en quelque sorte, au nouveau président. Il est encore plus incroyable que celui-ci les ait laissé dire, démasquant ainsi ce visage secret que le peuple avait deviné, puisqu'il l'avait depuis des semaines mis en chanson: *Roulé-m de bô*.

Air que Estimé prenait plaisir à écouter, à danser. Mais la révélation pour moi fut que, plus que de laisser dire que j'avais été un usurpateur, Estimé laissa faire un Mesmin Gabriel qui, se prétendant investi de la fonction, se rendit dans mon bureau pour l'occuper. Il y avait un fou dans la pièce, lui ou moi. Il était arrivé avec une escorte. Je ne me suis pas mis en colère, je ne le chassai pas. Je me contentai de lui dire: «trouvez-vous donc un autre bureau que celui-ci.»

Cela se passait, je crois, le 18 août. Je ne savais pas que couraient les bruits de mon usurpation. J'avais assumé le poste, communiquant librement avec le président qui, n'ayant encore rendu aucune nomination publique, était occupé à former son cabinet ministériel, entreprise à laquelle je travaillai activement, parmi d'autres, à ses côtés, moi regagnant ensuite ses bureaux que maintenant on me contestait. Je ne compris qu'il y avait un problème au niveau même du Président que lorsqu'Émile St-Lot vint me demander dans quelle condition j'avais été désigné comme chef de cabinet. Je lui répondis: «demandez-le donc à Estimé.» Et c'est lui qui mit Estimé en demeure de mettre fin à l'équivoque et fit vider des lieux le Mesmin Gabriel en question.

Voilà mis en lumière le *Roulé-m* de *bô*, autrement dit la duplicité du chef que nous nous étions donné. Mais il faut finir sur un trait amusant. Au matin du 16, j'étais tout de même parti chez le candidat avant de rentrer à l'hôtel mettre la dernière main au Message. Il m'avait reçu dans sa chambre. Il se vêtait de blanc. Il avait eu en main depuis plusieurs jours «mon» discours qui reposait dans une chemise sur sa table de nuit. En le pliant pour le mettre dans sa poche, il me dit timidement: «Ce serait dommage que je n'aie pas à lire *ton* beau discours.» C'était dit pour cacher une appréhension toute naturelle. Le discours de Stéphen Archer avait pris rang depuis 1922 dans la mythologie de la présidence.

Je le rassurai, moins embarrassé que lui. Puis, il fit une chose inattendue. S'étant placé en veston devant le miroir de son armoire, il prit son feutre marron dans sa main droite et s'en couvrit le coeur, se donnant à lui-même une répétition du salut qu'il ferait deux heures plus tard devant le front des troupes.

Nos yeux se croisèrent dans le miroir; il sourit timidement: c'était le meilleur de ses visages.

Roger Dorsinville (1911-1992) était un écrivain, poète, journaliste et diplomate haïtien, figure majeure du XXe siècle. Acteur incontournable de la littérature haïtienne, il a exploré dans ses écrits des thèmes tels que l'identité nationale, l'engagement politique et l'histoire d'Haïti. Parmi ses ouvrages notables figurent le recueil de poèmes *Le Grand Devoir* (1962) et le roman *Un homme en trois morceaux* (1975). Diplomate de carrière, il a également représenté Haïti dans plusieurs missions internationales, notamment en Afrique.



